

Grèce : retour à un sombre passé

Le parti de la gauche radicale Syriza est arrivé au gouvernement en 2015, propulsé par une crise profonde du système politique : un surendettement public alimenté par un bipartisme corrompu.

Corruption et alternance au pouvoir

Depuis la chute de la dictature des colonels en 1974, deux partis politiques s'étaient alternés au pouvoir :

- L'un conservateur, Néa Démokratia (ND), membre du PPE, et
- l'autre, le PASOK, socialiste, qui, comme d'autres partis du groupe S&D, a glissé graduellement vers le néolibéralisme et, de ce fait, a fortement rétréci.

Un système de corruption et d'intérêts croisés entre pouvoir politique, partis politiques eux-mêmes surendettés, banques, sous-traitants et médias a assuré la longévité de leur alternance au pouvoir.

Cependant, une fois que la crise financière a rendu la dette ingérable, la machine de ce bipartisme systémique s'est grippée. Les marchés financiers ont cessé de prêter à un débiteur devenu insolvable, qui a donc été pris en charge par les institutions européennes et internationales. Celles-ci l'ont soumis à une tutelle musclée (mémoire), lui imposant des remèdes d'inspiration néolibérale qui n'ont fait qu'aggraver la crise.

La percée d'un intrus

Syriza, issu d'une coalition de forces de gauche, a été capable de traduire en voix le rejet par la population des partis du bipartisme systémique, en proposant une alternative politique.

Aux législatives de 2012, Syriza dépasse en voix le PASOK. Ce dernier n'est plus l'adversaire, mais un complément de la ND. Depuis, il lutte, sans succès, pour justifier sa raison d'être.

Aux législatives de 2015, pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti de gauche sort gagnant. Cependant, et malgré un système électoral particulier qui octroie une prime de 50 sièges au gagnant, le pourcentage obtenu de 36,3 % n'a pas suffi pour lui assurer une majorité absolue de sièges. Syriza se voit dès lors obligé de former un gouvernement de coalition avec les Grecs Indépendants (ANEL), un petit parti conservateur, nationaliste, mais anticorruption.

Sous la houlette des créanciers, les événements se succèdent rapidement : un référendum qui se prononce contre la proposition Juncker, l'acceptation du 3^e mémorandum, puis de nouvelles élections gagnées par Syriza, qui reprend la même formule de coalition.

2015-2018 : un intrus au gouvernail

Le scénario « parenthèse de gauche » dressé et espéré par la ND et le PASOK n'a pas marché à court terme. Cependant, pendant toute la période de son mandat, le gouvernement,

harcelé par des médias hostiles, a été aux abois. Les créanciers ont imposé des mesures draconiennes. Leur tutelle était étouffante.

Dans ces conditions, Syriza a dû appliquer des mesures dont il n'assumait pas la paternité. Cependant, dans ces limites très serrées, il a mis l'accent sur la protection des plus faibles (p. ex., assistance sociale, défense de l'emploi et des négociations collectives, augmentation du salaire minimum, renforcement de l'inspection du travail, accès gratuit aux soins). Mais les lourdes charges fiscales ont installé la grogne parmi la « classe moyenne ».

Le gouvernement Syriza a dû faire face à un afflux de réfugiés sans précédent. En partant de zéro, il y a fait face, guidé toujours par un esprit humanitaire, de solidarité et de respect du droit international.

La lutte anticorruption a piétiné, se heurtant à une résistance acharnée de la ND et du PASOK, soucieux de protéger les politiciens de premier plan qui étaient mis en cause.

Le gouvernement Syriza a conclu l'accord de Prespa avec le pays appelé désormais la Macédoine du Nord, contre l'opposition acharnée de la ND et du PASOK, les deux partis à l'origine de ce conflit remontant à 1991. Aussi incompréhensible que cela puisse paraître, il s'agissait d'une controverse extrêmement passionnée autour du « nom de la Macédoine ».

En août 2018, la Grèce sort du mémorandum, donc de la surveillance étouffante des créanciers dans laquelle la politique des gouvernements précédents l'avait plongée. Elle récupère une marge d'autonomie relative, tout en restant liée par une « obligation de résultat » quant aux objectifs budgétaires fixés.

Ayant largement assaini les finances publiques et redressé la crédibilité du pays, Syriza prend plus de liberté pour

renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé, et pour alléger les charges fiscales des couches de la société malmenées par la crise.

Mais ce parcours est interrompu brusquement avant l'échéance du mandat parlementaire. Le faible résultat obtenu par Syriza aux élections européennes, régionales et municipales en mai 2019 a précipité les élections législatives, gagnées par la Néo Démokratia.

Restauration de l'ancien régime

Le 7 juillet 2019, Néo Démokratia a été élue avec 38,85 % des voix, ce qui s'est traduit par 52,67 % des sièges au Parlement, grâce au système électoral garantissant une prime de 50 sièges au gagnant.

Ayant, grâce à son discours nationaliste, xénophobe et anti-immigré, absorbé une partie importante de l'extrême droite, la ND a installé une « démocratie illibérale », qui évoque celle des pays du groupe de Visegrád.

La police a les mains libres pour sévir brutalement contre tout mouvement de contestation.

L'asile universitaire est aboli. La police peut désormais intervenir dans les locaux d'une université sans obstacle.

Le droit à la manifestation publique est fortement restreint par l'obligation d'obtenir une autorisation de la Police et l'instauration de la responsabilité de l'«organisateur » du rassemblement.

Les réfugiés qui tentent de traverser la mer pour arriver à une île grecque sont repoussés par la police grecque des frontières. Des milices de citoyens sévissent contre les

réfugiés et les citoyens solidaires. Des familles de réfugiés ayant obtenu l'asile politique sont jetées à la rue.

Les médecins et autres personnels soignants des structures publiques, applaudis comme des « héros » lors de la première vague de la pandémie, ont été réduits de 5 000 (- 5 %). La ND a freiné les recrutements prévus par Syriza.

Dans le secteur de l'éducation, les recrutements prévus par Syriza piétinent, alors qu'ils deviennent encore plus urgents à cause de la pandémie.

L'affaire de corruption Novartis, dans laquelle des représentants éminents de la ND et du PASOK sont impliqués, est enlisée par la forte intervention des pouvoirs législatif et exécutif et leurs ramifications dans le pouvoir judiciaire. Eleni Touloupaki, la courageuse procureure anticorruption, se retrouve elle-même accusée pour « abus de pouvoir » et son appartement est cambriolé pour lui enlever le disque dur de son ordinateur et ses archives.

Le fonctionnement d'un parti de droite ne dépend pas de la participation de sa base, puisqu'il s'appuie sur un appareil fortement hiérarchisé et sur la diffusion de sa propagande par les médias. Par contre, pour la gauche, la pandémie provoque un lourd handicap, empêchant Syriza de tenir son congrès annoncé depuis le soir des élections du 7 juillet 2019.

Affaire à suivre...

Vassilis Sklias 01/09/2020

Annexion des Jordantals – wie lange wird die EU noch tatenlos zusehen?

Mit der angekündigten Annexion des Jordantals in der besetzten Westbank will die Regierung Israels erneut vollendete Tatsachen schaffen und gleichzeitig auch definitiv einen Schlussstrich unter die Zweistaatenlösung und den Osloer „Friedensprozess“ ziehen. Dieser eindeutige Bruch internationalen Rechts, der UN Prinzipien und vorheriger internationaler Vereinbarungen vollzieht sich mit der ausdrücklichen Erlaubnis der USA und ihres Präsidenten Trump und geschieht vor dem Hintergrund eines bisher hilflosen Geschwafels von Seiten der EU und ihrer nationalen Regierungen.

Dem Ende des Osloer Abkommens und einer neuen « Nakba » entgegen

Was derzeit im besetzten Palästina droht, kommt beileibe nicht überraschend, sondern wird wohl eine weitere Stufe eines seit längerem geplanten weiteren Landraubes durch die zionistische Führung werden. Dieser Schlag wird seit Jahrzehnte systematisch vorbereitet. Daran hat auch der Autonomiestatus, aufgrund des Osloer Abkommens, absolut nichts geändert. Zu Beginn des sogenannten „Friedensprozesses“ siedelten 100 000 jüdische Kolonisten in den Besetzten Gebieten des Westjordanlandes, heute sind es 450 000 Siedler, die

schrittweise illegal Land besetzen. Dieser Landraub, mitsamt der Vertreibungen, wurde dann nachträglich von den Regierungen Israels, egal welcher Couleur, immer legalisiert.

Einmal abgesehen davon, dass es sich bei der Annexion des Jordantals auch um den Zugang zu Wasser und zu den fruchtbarsten Ackerflächen handelt, werden dadurch auch die verbleibenden Autonomiegebiete Palästinas vollends von Israel umschlungen und von der Außenwelt isoliert. Ein lebensfähiges Staatsgebilde wird somit unmöglich gemacht. Die israelischen Pläne sehen nicht vor den dort lebenden Palästinenser die israelische Staatsbürgerschaft zu verleihen. Ihnen droht ganz einfach die schrittweise Vertreibung nach Jordanien oder das Schicksal von „inneren“ Flüchtlingen in die verbliebenen Restgebiete des Westjordanlandes.

Die EU in einer Komplizenrolle

Um zu begreifen wie es möglich war dorthin zu gelangen wo wir heute stehen, muss man sich an die Geschichte des Verhältnisses der europäischen Großmächte und später der EU zu Israel und seiner Politik erinnern. Die EU hat Israel zu dem gemacht was es heute ist. Die EU ist der größte Handelspartner Israels und hat es mit Milliarden subventioniert und seit dem Freihandelsabkommen von 1996 und dem Assoziationsabkommen vom Jahr 2000, ist es so eng mit Europa verbunden wie nur irgendwie möglich. Außer der politischen Vollmitgliedschaft, ist Israel heute de facto Teil der E.U. und diese finanziert die Kolonisierung des Westjordanlandes so natürlich indirekt

mit. Daneben gibt es ebenfalls eine enge militärische Zusammenarbeit auf allen Ebenen. Alle bisherigen Appelle zur Mäßigung von Seiten der EU-Politiker an die Adresse von Netanjahu sind also reine Krokodilstränen und stehen im absoluten Widerspruch zum tagtäglichen Handeln der EU. Man braucht sich darum nicht zu wundern wenn sie bis heute nicht ernst genommen werden.

Würde die europäische Gemeinschaft es ernst meinen mit ihren Prinzipien und ihrer Kritik dann hätte sie schon längst gezielt diese wirtschaftliche Kooperation in Frage gestellt und damit begonnen Sanktionen zu verhängen. Dazu müsste die europäische Bourgeoisie allerdings ihre jahrzehntelange pro-zionistische Politik zumindest teilweise aufgeben, ihre Geschichtsverdrehungen und Israel-Mythen der letzten 75 Jahre korrigieren und einen Konflikt mit den USA in Kauf nehmen (Herr Biden hat schon angekündigt dass auch er die Anerkennung von Jerusalem als Hauptstadt nicht rückgängig machen werde). Dies würde wohl unweigerlich dazu führen dass die USA ihre besonderen osteuropäischen Freunde innerhalb der EU (Ungarn, Polen, Rumänien und die baltischen Staaten) für ihre Politik mobilisieren würde. Eine einheitliche Haltung der EU ist darum praktisch derzeit sehr schwierig und die Verantwortung für konkrete Schritte gegen die Annexionspolitik liegen beim Kerneuropa, bei Frankreich, Deutschland, Italien und den Benelux Staaten.

Einst ist klar; ohne den Druck drohender massiver wirtschaftlicher und politischer Sanktionen, wird Netanjahu seine Annexions- und Vertreibungspläne durchziehen.

Die Parlamentsmotion von déi Lénk wird angenommen

In der Tat hat die gesamte etablierte politische Kaste sich in der Palästina Frage seit Jahren in eine Sackgasse manövriert aus der es ohne Splitter und Späne keinen Ausweg mehr geben kann. Allerdings dämmert es nun einigen Politikern so langsam, dass bald ein point de non-retour überschritten wird und die Konsequenzen für Europa unkontrollierbar werden. Es ist in der Tat 2 Minuten vor 12. Nachdem das belgische Parlament mit großer Mehrheit eine Resolution gestimmt hat die Sanktionen gegen Israel im Fall einer Annexion des Jordantals fordert, hat [déi Lénk ebenfalls im Parlament eine ähnliche Motion vorgelegt](#) in der auch die Anerkennung des Staates Palästina gefordert wird. Erstmals haben die Regierungsparteien dem zugestimmt und somit ein erstes Zeichen gesetzt. Diesem ersten historischen Schritt müssen nun allerdings konkrete Taten folgen und innerhalb der EU muss dazu Klartext geredet werden. Eine gemeinsame diplomatische Initiative zusammen mit Belgien ist in Europa jetzt notwendig. Bemerkenswert bleibt auch, dass nur AdR und Piraten gegen diese Motion stimmten.

Auch die Zivilgesellschaft muss nun diesem historischen Wink mit der Scheunenpforte Rechnung tragen. déi Lénk sollte sich nun endlich auch der internationalen Boykottkampagne gegen Israel anschließen damit eine politische Wende im Nahen Osten möglich wird. Dieser Boykott wird ausdrücklich von der israelischen antikolonialistischen Linken und fortschrittlichen jüdischen Organisationen in den USA getragen um konkreten Druck auszuüben. Es ist also höchste Zeit, dass die Linke sich auch in Luxemburg ihrer Verantwortung bewusst wird und sich in dieser Hinsicht bewegt. Derzeit ist noch nichts entschieden, vieles steht auf des Messers Schneide und

eine weitere „Nakba“ (Katastrophe) bedroht weiterhin das palästinensische Volk.

Alain Sertic 05/07/2020

Lutte des classes et guerre des idées

La lutte des classes a-t-elle disparu de nos jours ? Même si on ne cesse pas de le répéter dans beaucoup de médias, une vérification des faits sérieuse ne peut apporter qu'un démenti à une telle affirmation. Non seulement la lutte des classes ne disparaît pas, mais, tout au contraire, elle est en train de s'intensifier.

Ce qui devrait nous préoccuper, ce n'est pas le fait que la lutte des classes s'accroisse, mais qu'actuellement ce sont les riches qui raflent la mise. Un récent rapport de l'« Institute for Policy Studies » constate qu'entre le 18 mars et le 10 avril 2020, plus de 22 millions de personnes ont perdu leur emploi aux États-Unis, alors que le taux de chômage y atteignait 15%. Au cours de cette même période, la richesse des milliardaires américains a augmenté de 282 milliards de dollars, soit un gain de près de 10%[1].

Afin de renverser cette tendance, « Que faire ? ».

Une question que Lénine s'était déjà posé dans son célèbre ouvrage publié en 1902. Le traité politique était sous-titré « Questions brûlantes de notre mouvement ». Lénine y analysait surtout les aspects organisationnels du combat révolutionnaire dans la Russie tsariste du début du siècle dernier.

Nous savons aujourd'hui que « Que faire ? » a fortement influencé le mouvement ouvrier russe et a contribué, sans aucun doute, à l'instauration et à la consolidation d'une expérience socialiste après la révolution victorieuse d'octobre 1917, même si des dérives ultérieures ont finalement abouti à une restauration capitaliste en Russie.

« Guerre de mouvement » et « guerre de position »

Depuis l'époque de Lénine, les conditions objectives ont évidemment beaucoup changé. Dans les pays capitalistes modernes, la prise du Palais d'Hiver prendra nécessairement d'autres formes que dans la Russie du début du siècle passé. Les mobilisations sociales et syndicales ainsi que l'auto-organisation populaire sur les lieux de résidence et de travail, précédant et surtout accompagnant des victoires électorales, joueront un rôle essentiel pour avancer vers des changements révolutionnaires, ou, pour parler dans un langage plus moderne, vers une profonde transformation sociale et écologique de la société. Un rôle tout aussi important dans la lutte des classes incombera aux confrontations culturelles et idéologiques dans les pays capitalistes hautement développés.

Dans la période entre les deux guerres mondiales, Antonio

Gramsci, le grand théoricien politique et membre fondateur du Parti communiste italien, a fait un constat qui est encore plus vrai aujourd'hui. Dans un pays ayant une société civile développée, où s'imbriquent de façon complexe strates sociales, culturelles et idéologiques, une « guerre de mouvement » n'est pas possible sans « guerre de position ». Les forces socialistes et communistes ne peuvent avancer, tant au plan électoral qu'à celui de la transformation révolutionnaire de la société, qu'après avoir pris d'assaut et surtout sécurisé une multitude de « tranchées » idéologiques et culturelles.

Le langage : un important terrain de bataille

Dans la « guerre de position », le langage constitue un terrain de bataille de première importance.

Prenons un exemple concret et en même temps emblématique. Tant dans les discours publics que dans les conversations privées, le terme « réforme » est souvent utilisé avec une connotation positive. Nous constatons cependant que la personne qui prononce ou entend ce mot peut lui donner des contenus concrets totalement opposés.

Le terme « réforme » est-il synonyme de démantèlement d'acquis sociaux, de privatisation des services publics, de flexibilisation du marché du travail ou bien, au contraire, d'avancées sur la voie d'une transformation sociale et écologique de la société ?

Il existe une multitude de mots qui peuvent être interprétés de façon tout aussi divergente. La gauche radicale doit impérativement investir ce terrain de bataille culturo-idéologique et contester aux élites bourgeoises le monopole d'interprétation des mots et des expressions que nous utilisons dans la vie quotidienne.

Résister aux idées nationalistes et xénophobes

Alors que la pandémie du coronavirus accentuera les phénomènes de crise propres au capitalisme financiarisé, notamment le chômage de masse et la paupérisation accrue de larges couches populaires, la gauche radicale devra livrer une autre bataille culturelle et idéologique de dimension épique.

L'adversaire est-il l'immigré ou le banquier ? De la réponse que donneront les couches populaires à cette question toute simple dépendront bien des évolutions politiques futures. Les droites populistes et extrêmes feront tout pour tirer profit des crises économiques et écologiques futures, qui risquent d'être accompagnées de grands flux de réfugiés. Elles populariseront leurs solutions simples, qui font appel aux plus bas instincts des couches populaires.

L'antidote de la gauche radicale au venin nationaliste et xénophobe devra consister en un grand travail de pédagogie populaire. La gauche radicale devra aider les classes et couches subalternes à prendre conscience des mécanismes d'exploitation capitalistes. Elle devra les convaincre que les solutions à apporter aux problèmes engendrés par le capitalisme devront être internationalistes et humanistes et

s'inscrire dans une perspective de transformation sociale et écologique de la société.

Les forces socialistes et communistes n'ont pas le droit de tergiverser. Elles doivent se donner les moyens politiques et organisationnels pour pouvoir mener la guerre des idées avec le maximum d'efficacité et contribuer à l'émergence d'une contre-hégémonie au sein de la société bourgeoise. Ce combat de longue haleine doit être mené avec intelligence et conviction et aboutir à une situation où des associations d'idées, normes et valeurs progressistes et humanistes influencent de plus en plus le « sens commun » du peuple.

C'est une précondition pour des avancées en direction d'une société écosocialiste ! Cela est d'autant plus vrai qu'un projet de transformation de cette ampleur exigera, pour être durable, un approfondissement de la démocratie et devra recueillir l'adhésion, au moins passive, d'une large majorité du peuple !

Jean-Laurent Redondo 14/06/2020

[1] <https://ips-dc.org/billionaire-bonanza-2020/>

Zur Rolle der « alternativen Linken » in der aktuellen Rezession

Auch die alternative Linke wird durch die von der Corona-Pandemie gezündete Rezession vor eine neue Realität gestellt. Hatte man sich doch gerade erst mit einer notwendigen Entschleunigung der Wirtschaft angefreundet so wurde man nun aus heiterem Himmel mit dem Zurückschalten der industriellen Produktion konfrontiert. Zwei Monate später folgen dann milliardenschweren Konjunkturprogramme um genau diese Industrien erneut wieder anzukurbeln. Die Stabilitätskriterien der E.U., der Fiskalpakt und die Schuldenbremsen wurden im Handumdrehen über Bord geworfen und die weltweiten „Rettungspakete“ übersteigen das Volumen der Bankenrettung von 2008 und alles was es bisher in dieser Art gegeben hat.

Schon ab Ende 2018 ging u.a. in Deutschland die Industrieproduktion zurück und lag im Juni 2019 um 5,2% unter demselben Vorjahresmonat. Der Zeitraum seit dem Bankenkrach von 2008/09 hat die Unfähigkeit des Systems zu einem strukturellen Kurswechsel eindeutig bewiesen. 12 Jahre danach stehen wir erneut vor den gleichen Problemen, nur die Dimensionen sind um vieles grösser geworden. Man war auf der gleichen Schiene ganz einfach auf Kredit weitergefahren und die Folgen sind eine massive weltweite Verschuldungen aller Akteure (Staaten, Konzerne, Haushalte), eine erneute industrielle Überproduktion, Verdrängungs- und Handelskriege, und eine noch hemmungslosere Umweltzerstörung die eine planetare Klimakatastrophe heraufbeschwört.

Triumph und Ohnmacht des « Keynesianismus »

Genau wie vor 12 Jahren soll nun weltweit durch noch mehr Finanzspritzen aus Steuergeldern und billige Kredite in Höhe von hunderten Milliarden dieses auf Profit und Verdrängungswettbewerb aufgebaute System erneut in Schwung gebracht werden. Es gäbe keine Alternative dazu, wird uns gesagt, ansonsten drohe der Bankrott und massive Arbeitslosigkeit. Wurde uns vor einigen Monaten noch erzählt, dass man kein Geld hätte für den ökologischen Umbau der Wirtschaft und einen Schuldenerlass für Griechenland oder die dritte Welt, scheint vorerst die Kapitalbeschaffung auf Pump oder vom Staat für die Konzerne kein Problem mehr zu sein. Die Anhänger von John Maynard Keynes in der Linken, die in Krisenzeiten mit öffentlichen Aufträgen, staatlichen Krediten und Arbeitsbeschaffungs-programmen den Kapitalismus retten wollen, könnten sich eigentlich freuen. Alle Regierungen in Europa tun das Gleiche. Das Problem ist nur, was bei kleineren konjunkturellen Krisen half, wird bei diesem globalen „Crash“ nicht mehr wirken, weil allgemein keine neuen Absatzmärkte existieren. Im aktuellen Fall werden die Konzerne dieses Kapital nicht zum ökologischen Umbau, sondern zur Erhöhung ihrer Produktivität, also zur Anfeuerung des Konkurrenzkampfes verwenden. Das Problem wird nicht gelöst, sondern nur auf eine höhere Ebene verlagert. Eine politische Strategie der Linken die lauten würde erst einmal kurzfristig den Kapitalismus retten, um ihn dann nachher (vielleicht) zu verbessern und zu zähmen, würde für die alternative Linke in einem politischen Desaster enden.

Die Systemfrage drängt auf die Tagesordnung

Der springende Punkt bei dieser Krise ist ganz einfach, dass das „Nachher“ nicht die Fortführung des „Vorher“ sein kann.

Ohne einen radikalen Paradigmenwechsel, werden die Probleme letztlich nur verstärkt. In dieser Situation muss die radikale Linke die Systemfrage stellen und mit praktischen Forderungen und Vorschlägen eine Alternative zum Kapitalismus propagieren. Die liberale Profitwirtschaft führt die Menschheit alle paar Jahre und in immer kürzeren Abständen in ein immer globaleres Chaos. Der Drang nach „Wachstum um jeden Preis“, wird als einziges Mittel gepriesen um aus der Krise heraus zu kommen, dabei ist das ja gerade die Ursache der globalen Krise. Es ist ein Teufelskreis der nur bewusst-politisch durchbrochen werden kann.

Jede Krise ist aber auch immer eine Chance für die Infragestellung dieses Systems. Die Begrenzungen des auf globalen Profit ausgerichteten Systems müssen durchbrochen werden. Das erste Prinzip muss lauten:

- Wir zahlen nicht für eure Krise und haften nicht für eure Schulden! Kein Schulterschluss und keine Teilnahme an nationalen Wiederaufbauplänen des Kapitalismus!
- Ohne soziale Mobilisation der Lohnabhängigen in Europa wird es keine wirksame soziale Verteidigung der sozialen Errungenschaften geben und schon gar keine Durchsetzung von offensiven Forderungen die den Rahmen der Marktwirtschaft in Frage stellen.
- Gegen den kommenden Anstieg der Arbeitslosigkeit müssen unbedingt spürbare Arbeitszeitsenkungen durchgesetzt werden.

- Bankrotte Firmen in strategisch wichtigen Sektoren der Ökonomie müssen verstaatlicht werden. Ebenso ist eine Verstaatlichung des Bank- und Kreditwesens unumgänglich um weitere Finanzspekulationen zu verhindern.

- Diese Krise muss genutzt werden um einen ökologischen Umbau der Wirtschaft einzufordern und zu beginnen. Dazu gehört eine Begrenzung des Flugverkehrs, eine Wende in der Verkehrspolitik, generell weg vom Individualverkehr, hin zum Kollektivtransport.

- Schluss mit der militärischen Rüstung und Forschung! Darum, massive Reduzierung der Militärhaushalte.

- Die Erhöhung der Hungerrenten und Löhne in Europa wäre das beste Konjunkturprogramm für Handel und Wirtschaft.

- Die Schulden der „dritten Welt“ müssen gestrichen werden und unter ökologischen Auflagen sollen neue Investitionen erfolgen.

Es muss uns klar werden, dass wenn es dem Kapitalismus gelingen würde die jetzige Krise in seinem Interesse zu überstehen, uns dann eine noch viel schlimmere Periode von sozialer Ungleichheit, von Zerstörung der Umwelt und Interventionskriegen bevorstehen würde. So wenig ein Zurück in die 1960er Jahre möglich ist, sowenig wird es ein Zurück in die Zeit vor 2008 oder vor 2020 geben. Das Kapital hat keinen anderen Ausweg als den des Neoliberalismus und kann nur geschlossen die Flucht nach vorne antreten. Der Preis für die

dafür notwendige Restauration der Profitrate würde dem arbeitenden Teil der Menschheit, aber auch der Umwelt teuer zu stehen kommen.

Ökосоzialismus versus « Green New Deal »

Diese beiden Bezeichnungen stehen als Sammelbegriffe für 2 unterschiedliche Konzepte.

Der « Green New Deal » (GND) ist eindeutig ein Programm zur Umstellung der kapitalistischen Wirtschaft auf ökologische Produktion durch ein staatlich finanziertes Investitionsprogramm, bei dem die DNA des Systems, nämlich der Zwang nach Wachstum und nach Profit – also die kapitalistische Akkumulation – nicht in Frage gestellt werden. Der "Green New Deal" ist und bleibt ein Reparaturprogramm des neoliberalen Kapitalismus das letztendlich nicht klappen kann.

Dem gegenüber steht der Ökосоzialismus für die Erkenntnis, das nachhaltige Klima- und Sozialpolitikpolitik unvereinbar sind mit den grundlegenden Mechanismen der Geldherrschaft. Einen grünen, klimagerechten Kapitalismus kann es nie geben. Das Wachstum der profitorientierten Wirtschaft bedeutet folglich immer mehr Ressourcenverbrauch und mehr Zerstörung der Umwelt. Die Mechanismen, die uns in diese Krise geführt haben, taugen also nicht als Mittel um uns aus ihr heraus zu führen. Es muss demnach eine grundlegende und radikale Abkehr von den Prinzipien der bisherigen Produktionsweise erfolgen. Dazu bedarf es einer radikalen Senkung des Energie- und Rohstoffverbrauchs: die fossilen Energieträger (Kohle, Öl und Gas) müssen im Boden bleiben. Der individuelle Autoverkehr

muss konsequent gesenkt werden. Eine Rekonversion der Autoindustrie ist unabdingbar. Verkehrs- und Transportwege müssen verkürzt werden, die Produktion muss „entschleunigt“ werden. Die Arbeit muss auf alle gerecht verteilt werden, und so weiter... Allein diese unvollständige Auflistung von nur einigen Zielsetzungen verdeutlicht sofort die Unvereinbarkeit mit der herrschenden Eigentumsverhältnissen. Wollen wir die Gesellschaft ernsthaft verändern muss also die Machtfrage gestellt werden. Eine umfassende Demokratisierung von wirtschaftlichen Entscheidungsprozessen muss zur Grundlage eines klimagerechten und sozialen Umbaus der Wirtschaft werden. Diese Krise wird wohl zur Schicksalsfrage der europäischen Linken werden.

Alain Sertic 31/05/2020

Der Kampf gegen Rassismus in Luxemburg und weltweit muss verstärkt werden

déi Lénk unterstützen die Protestbewegungen in den USA und Europa und fordern von der luxemburgischen Regierung sich auch vor Ort stärker gegen Rassismus einzusetzen.

George Floyd wurde am 25. Mai vom amerikanischen Staat ermordet: er starb nachdem ein Polizist 8 Minuten und 46 Sekunden lang auf seiner Kehle kniete, während Floyd vergeblich flehte: „I can't breathe“. Breonna Taylor, eine 26-

jährige Krankenschwester, wurde am 13. März versehentlich in ihrer Wohnung von der Polizei erschossen. Eric Garner wurde am 17. Juli 2014 vom amerikanischen Staat ermordet: er starb nachdem ein Polizist ihn minutenlang im Würgegriff hielt, während Garner 11-mal vergeblich flehte „I can't breathe“.

Die Menschen in den USA gehen nicht wegen einzelner rassistischer Zwischenfälle in Massen auf die Straßen. Sie demonstrieren gegen den die USA seit jeher bestimmendem strukturellen Rassismus, und vor allem gegen die andauernden und zahllosen Entmenschlichungen und Ermordungen von Afro-Amerikaner:innen durch den Staat und selbst-ernannte weiße Zivilwachen.

Rassismus ist nicht nur eine persönliche Einstellung, sondern ein Geschäftsmodell in dem nicht-weiße weniger Wert sind als weiße Menschen, und ein Gesellschaftsmodell in dem diese Menschen nur Mittel zum Zweck sind. In den USA, und auch in Europa.

Keine Bevölkerungsgruppe der USA wird öfter grundlos Opfer von Polizeigewalt als Afro-Amerikaner:innen. Keine Bevölkerungsgruppe wird öfter durch eigens auf sie zugeschnittene Gesetze in das privatisierte Gefängnissystem befördert, in dem die USA rund ein Viertel aller Gefangenen der Welt hält. Die amerikanische Polizei arbeitet schon seit Jahrzehnten mit militärischem Material. Gekauft um der Waffenindustrie Aufträge zuzuschancen, gerechtfertigt durch eine „schwarze“ Gefahr die unbedingt weiterbestehen und durch mediatisierte Einsätze inszeniert werden muss um auch weiter aus Waffen und dem „prison-industrial complex“ Kapital schlagen zu können. Wir erinnern uns an die gepanzerten Fahrzeuge in Ferguson, Missouri, 2014, nachdem die Polizei

Michael Brown anschoss und 4 Stunden lang auf der Straße verbluten lies. Spätesten seit Präsident Trumps Drohung gegen den Willen der Gouverneure das Militär in die Städte zu senden um das Volk zu „dominieren“ erinnern wir uns auch an die Panzer in den brennenden Straßen von Detroit 1967 und an die Unruhen von Los Angeles 1992. Wir erinnern uns aber auch an die in Europa immer wieder beschworene Gefahr durch Geflüchtete und an das vor allem in Zügen, Bahnhöfen und Flughäfen angewandte „racial profiling“, bei dem die wahrgenommene „Rasse“ reicht um eine Polizeikontrolle zu rechtfertigen. Wir erinnern uns an die Militarisierung des Mittelmeeres die jedes Jahr Hunderte Tote fordert. Wir erinnern uns an die von der Polizei in Deutschland getöteten Oury Jalloh und Laya-Alama Condé. Wir erinnern uns an Amadou Koumé und Adama Traoré in Frankreich. Wir erinnern uns an die zahllosen anderen die auch in Europa aufgrund ihrer „Rasse“ von der Polizei verfolgt und ermordet wurden.

Keine Bevölkerungsgruppe der USA war und ist stärker von CORONA betroffen als Afro-Amerikaner.innen. Gleiches gilt für Schwarze in England. In Deutschland wurden zu Beginn der aktuellen Infektionswelle überfüllte Flüchtlingsheime von der Polizei einfach von der Außenwelt abgeriegelt, während im Innern das Virus grassierte, zahllose Menschen infizierte und tötete. In Luxemburg mussten Geflüchtete das Confinement teils in fensterlosen Räumen in Containern aussitzen.

Keine Bevölkerungsgruppe der USA wird wirtschaftlich stärker ausgebeutet als Afro-Amerikaner.innen. Aber auch auf Europas Plantagen werden „illegale“ Migrant.innen aus Sub-Sahara-Afrika in mitunter Sklaverei-ähnlichen Verhältnissen ausgebeutet, damit in Luxemburg und anderswo Lebensmittel billig bleiben. Die Staatsgewalt, in Italien etwa, drückt dabei nicht nur ein Auge zu, sondern hilft Arbeiter.innen die

ihre Rechte einfordern abzuschieben. Die 2018 veröffentlichte europäische Studie „Being Black in Europe“ und Folgeveranstaltungen zu „Being Black in Luxembourg“ haben erst vor kurzem wieder aufgezeigt, dass auch in Luxemburg der Rassismus, insbesondere gegen Schwarze, nicht nur in den Köpfen, sondern auch in den gesellschaftlichen Verhältnissen tief verwurzelt ist. Auch hier zuhause stoßen die Diskriminierung und Ausbeutung auf dem Arbeitsmarkt besonders auf.

Der auf Video festgehaltene Mord an George Floyd beweist abermals, dass Rassismus weiterhin tötet. Die Mobilisierungen für Gerechtigkeit für George Floyd und andere Opfer von Polizeigewalt zeigen aber auch, dass dieser Rassismus nicht weiter hingenommen wird. Der Weckruf „Black Lives Matter!“ erinnert uns daran auch in Europa und in Luxemburg gegen die strukturelle Ausbeutung nicht-weißer, und insbesondere schwarzer Menschen zu kämpfen. déi Lénk sind solidarisch mit den Protestbewegungen in den USA. déi Lénk unterstützen auch die Bewegungen von Afro-Descendants in Luxemburg und kämpfen gegen Rassismus und Faschismus in jeder Form, zu jeder Zeit, überall. Deswegen fordert déi Lénk die luxemburgische Regierung dazu auf, sich in der Welt und vor Ort gegen jede Form von Diskriminierung, und besonders gegen strukturellen Rassismus einzusetzen. Unsere Mitmenschen dürfen nicht weiter zum Gegenstand oder zur Ware reduziert werden, zur ausgebeuteten unsichtbaren Arbeitskraft, zum Alibi für die Anschaffung von Polizei- und Überwachungsmaterial.

déi Lénk fordern insbesondere:

- Regierung und Parlament müssen, auf direktem Wege und über die Europäische Union, die USA für ihren

strukturellen Rassismus anprangern und sich bedingungslos für den Schutz der Demonstrierenden einsetzen

- Regierung und Parlament müssen sich klar und deutlich gegen eine Militarisierung des Mittelmeeres einsetzen und für eine Stärkung der humanitären Strukturen an den europäischen Außengrenzen
- Regierung und Parlament müssen wirtschaftliche Kontroll- und Strafmaßnahmen zum Schutz von Minderheiten schaffen. Der Handel mit Waren die unter menschenverachtenden Bedingungen in Europa oder andernorts hergestellt werden muss verboten und Staaten die dies unterstützen vor der europäischen Gerichtbarkeit verantwortlich gemacht werden
- Regierung und Parlament müssen sich gegen Diskriminierungen im Bildungssystem einsetzen, welches nicht-weiße Menschen aufgrund von rassistischen Stereotypen vorwiegend in Berufsausbildungen mit geringeren Einkommensperspektiven orientiert, und aktiv Maßnahmen für mehr Diversität und Integration in allen Bildungsformen und auf allen Bildungsstufen unternehmen
- Regierung und Parlament müssen wirksame Kontroll- und Strafmaßnahme gegen Diskriminierungen auf dem Wohnungsmarkt schaffen, auf dem Geflüchtete und Nicht-Weiße Menschen weiterhin aufgrund von Herkunft und Identität benachteiligt werden

- Regierung und Parlament müssen sicherstellen, dass auch in Luxemburg kein racial profiling praktiziert wird
- Regierung und Parlament müssen das Centre pour l'égalité du traitement endlich zu einer wirkungskräftigen Institution machen, unter anderem dadurch, dass sie dessen Budget erhöhen, eine schnelle und aktive Mitarbeit in Untersuchungen des CET unter Strafe zur Pflicht machen und dem CET das Recht geben gegen Diskriminierung vor Gericht zu klagen

Rassismus ist nicht nur eine Meinung, sondern vor allem auch ein System wirtschaftlich motivierter Ausbeutung und Ausgrenzung. Aufklärung und Bildung sind wichtige aber ungenügende Instrumente zur Bekämpfung von Rassismus. Deswegen muss der Kampf gegen den Rassismus – in den USA, in Europa, in Luxemburg – immer auch ein Kampf dagegen sein, materiellen oder persönlichen Mehrwert aus der Entwertung anderer zu ziehen.

Sebastian Weier 05/06/2020

Militärausgaben in Zeiten von

Corona

2017 betrugen die Militärausgaben Luxemburgs 0,4 % des Bruttosozialproduktes, heute sind es rund 0,6 % und angestrebt werden bis 2024 0,72 %. "Wir liegen gut im Soll", loben sich die Verantwortlichen der luxemburgischen Armee. Vor kurzem hat Verteidigungsminister François Bausch die Erhöhung eines Posten um mehr als 100% beantragt, um ein für einen Satelliten konzipiertes Beobachtungssystem anzuschaffen. 190 Millionen zusätzlich zu den beantragten 170 Millionen wünscht sich Verteidigungsminister François Bausch. NAOS-« National Advanced Optical System »-heißt die "Maschine", bestückt mit dem Programm « Luxembourg Earth Observation System » („LUXEOSys“), das die nächsten 14 Jahre gestochen scharfe Bilder aufnehmen soll und als Beitrag Luxemburgs den NATO Partnern zukommen soll.

Wie eine verwaltungstechnische Katastrophe lesen sich die Erklärungen der Regierung: strategisch notwendige Standortverlegung von Diekirch ins belgische Redu, Auslagerung des Betriebes des Satelliten, weil die eigene Truppe nicht ausgebildet ist, und Eingestehen finanzieller Fehlkalkulationen 2 Jahre nach der Zustimmung des Parlamentes 2018. Man erdreistete sich sogar vor zwei Jahren, dem Parlament ein Gesetzesprojekt vorzulegen, das noch nicht einmal mit den Geschäftspartnern ausgehandelt war. Keine Ausgabe scheint der Regierung von Xavier Bettel zu absurd, um die vom U.S.-Präsidenten Donald Trump geforderten 2% des BIP für Verteidigungszwecken nachzukommen.

Crises, blocus et menaces de guerre au Venezuela

Depuis plusieurs semaines le Président américain Trump et la droite réactionnaire autour de l'équipe Guaidó font tout pour préparer un nouveau coup de force contre le gouvernement bolivarien du Venezuela.

Une politique impérialiste criminelle des américains

Concentration de plusieurs milliers de soldats et formation d'unités paramilitaires composés de mercenaires en Colombie, présence de la marine US devant les côtes vénézuéliennes. Blocus et sanctions de vente d'aliments, de médicaments et d'accès aux crédits du FMI. Le 26 mars, le département de justice US ont annoncé des poursuites pour narcotrafic contre le Président Maduro et une dizaine d'autres dirigeants vénézuéliens, et offrent une prime de 15 millions de dollars pour sa tête. L'escalade actuelle, sur fond de pandémie COVID, se dirige vers une agression militaire ouverte.

Suite aux sanctions économiques multiples, l'économie (qui est toujours capitaliste, il faut le souligner) est durement affectée et le peuple survit seulement grâce aux rationnements. Les pénuries d'aliments et de médicaments sont récurrentes. Le pays connaît sa septième année de récession et suite à l'effondrement monétaire et la chute du prix mondial du pétrole, le pouvoir d'achat des salariés et devenu quasi

nul.

Dans ce contexte de crise la propagation de l'épidémie Corona dans le pays aurait des conséquences démesurées au Venezuela et au-delà. Pour cette raison l'ONU, l'union européenne et même le pape François et le *Financial Times* ont pris leurs distances vis-à-vis de la politique de la « pression maximale » de Donald Trump, sans pour autant la contrarier efficacement.

Blocus, sanctions et menaces de guerre

Devant l'état des choses la classe ouvrière est choquée, désorientée et partiellement démoralisée. Tous – ou presque tous – les acquis de l'ère Chavez ce sont évaporés et un sentiment de frustration est générale, ce qui empêche l'émergence d'un mouvement populaire de protestation à gauche de la politique de Maduro. Les gens ne se font pas d'illusions sur ce qui les attend après une hypothétique victoire de la droite réactionnaire à la Guaidó, et ils ne savent pas comment influencer et corriger la direction du PSUV, largement discrédité par leurs compromis avec le système capitaliste qui a mené le Venezuela dans le chaos actuel.

Pourtant les causes et les faiblesses du chavisme viennent de loin, et maintenant devant l'ampleur de la crise sociale et économique il devient urgent de faire un bilan clair et critique.

C'est Hugo Chavez lui-même qui a façonné le « Mouvement pour la cinquième république » à partir d'une conjuration d'officiers de gauche, et qui a implanté dès le début

plusieurs déformations et des approches pragmatiques, voire opportunistes, dans ce qui allait devenir dans la suite le mouvement bolivarien.

Pour évoquer seulement les principaux points critiques :

- La conception « interclassistes » du Mouvement. Le PSUV n'est pas un parti révolutionnaire des ouvriers et paysans, mais une structure qui a comme objectif de rassembler aussi la « bourgeoisie patriotique », ce qui veut dire : faire l'alliance avec la partie du patronat qui accepte des arrangements profitables avec le nouveau régime.
- La conséquence principale de ce choix, c'est directement le refus d'encourager l'auto-organisation autonome des travailleurs dans les entreprises. Pas de structures de conseils d'ouvriers (de soviets) sur les lieux de travail. Le résultat en est la limitation au système parlementaire bourgeois et au système représentatif indirect.
- Le culte du chef, du « caudillo » comme juge suprême en dernière instance. Par exemple, Chavez est intervenu plusieurs fois dans la composition des listes électorales régionales et nationale en imposants des personnages douteux, des patrons pro-Chavez, contre des syndicalistes et militants de gauche.
- Pas de visions et de programme clair sur le pouvoir de

la classe ouvrière et d'une future société socialiste. Cette vue des choses à mené directement vers une compréhension « campiste » de la réalité mondiale. Posez une fois la question à un chaviste sur la différence entre la révolution mexicaine et cubaine ! Les questions de la propriété privé et de l'accumulation du capital sont absentes ou largement sous-estimés dans le programme chaviste.

- L'enrichissement personnel est nullement banni dans l'idéologie et la pratique bolivarienne. Chavez a donné une nouvelle constitution à la République, mais l'appareille d'État est resté le même dans ses structures et son personnel.
- Ainsi beaucoup de cadres chavistes ont une activité commerciale parallèle avec leurs mandats ou responsabilités politique. Ils connaissent alors les besoins du marché et ont un accès aux « crédits illégal » via le trésor public. Lénine et Trotski ont permis l'enrichissement privé lors du temps de la politique de la NEP, mais cette activité était honnie et mal vue pour les cadres révolutionnaires. À Caracas, c'est tout le contraire. Naturellement, il devient difficile pour les véritables socialistes de lutter contre la spéculation alimentaire et le marché noir quand presque tous les cadres, à tous les niveaux, ont leurs « business » à côté. Après la mort de Hugo Chavez ces pratiques ont pris une nouvelle dimension. En 2013, quand Maduro est devenu président, il a nommé comme présidente de la Banque centrale une économiste marxiste intègre, Edmée Betancourt. Lors du contrôle des comptes elle a dû constater un passif de devises de 23 800 millions de dollars qui avaient disparu des coffres de

la Banque centrale et avaient été transférés légalement au secteur bancaire privé. Maintenant on estime que 350 milliards de Dollars ont disparu ainsi !

Lutter contre la droite réactionnaire et les bureaucrates-profiteurs

Cette masse d'argent reflète l'apparition d'une nouvelle caste. Elle est composée de fonctionnaires d'État, de la bureaucratie de PSUV, d'un secteur des forces armées, et de certains appareils syndicaux. Quand Chavez se rendait pour la dernière fois à Cuba, il a professé à deux de ses amis : « Je me sens infiltré dans ce gouvernement ». Dans son propre gouvernement ! C'était de sa part le constat honnête des erreurs, des faiblesses et des retards ou des incompréhensions politiques accumulés.

Pourtant la bataille n'est pas encore perdue et le peuple vénézuélien n'a pas encore dit son dernier mot. Un second souffle de la révolution bolivarienne reste possible, c'est ce que redoute aussi bien la vieille bourgeoisie comprador et l'impérialisme U.S. que les nouveaux accapareurs de la République chaviste. Les révoltes du Chili et de l'Equateur, ainsi que les résistances contre les néolibéraux en Bolivie et en Argentine le prouvent. Pour ça, le Venezuela a besoin de la solidarité de la gauche européenne. Les menaces de Donald Trump doivent cesser. Le blocus économique, commercial et financier doit cesser. Une aide d'urgence en crédits et en médicaments doit parvenir au Venezuela. Le gouvernement Maduro est jusqu'à présent le seul légitime, pas les marionnettes de Trump. Indépendamment des erreurs et dégénération politiques, la Nation vénézuélienne a droit à la non-ingérence et à son autodétermination. La gauche radicale a le devoir de critiquer

les dirigeants bolivariens, mais elle a aussi un devoir de solidarité contre la politique ouvertement impérialiste des États-Unis et de leurs alliés.

Alain Sertic 20/04/2020

Niederlagen für Jeremy Corbyn und Bernie Sanders – Was nun?

Zwei Hoffnungsträger der sozialdemokratischen Erneuerung stehen vor dem vorläufigen Aus. Jeremy Corbyn hat im Kontext des Brexits eine historische Parlamentswahl in England verloren und Bernie Sanders hat den zweiten Preis bei der Nominierung des US-Präsidentschaftskandidaten der Demokratischen Partei erhalten. In beiden Fällen kann man das nur als Rückschläge für diese Exponenten der institutionellen Linken bewerten. War diese Entwicklung also unvermeidbar und

welche Lehren kann man daraus ziehen?

Der Fall Jeremy Corbyn

Nach langen Jahren neoliberaler Chefs an der Spitze der Labour Party war die Wahl von Corbyn zum Parteivorsitzenden ein spektakulärer Durchbruch für die Linke in Großbritannien. Seine Prioritäten und Aussagen, weg von der Akzeptanz des Neoliberalismus, bestätigten den politischen Kurswechsel und beflügelten die kühnsten Hoffnungen. In den folgenden Monaten gewann Labour tausende neue und junge Mitglieder wodurch erneut sozialistische Forderungen und Lösungen zur Debatte kamen.

Allerdings wurde Corbyn in der Folgezeit mit Problemen konfrontiert die so nicht im Fahrplan vorgesehen waren.

- Das waren vor allem die tiefsitzende Ablehnung der E.U. als supranationales Staatsmodell in weiten Teilen der traditionellen Arbeiterklasse, in deren Augen die E.U. die Schuld am industriellen Niedergang Britanniens trug und ihren sozialen Abstieg zumindest nicht stoppen konnte. Dieses Potential wurde von der reaktionär/nationalistischen Rechten erschlossen.
- Labour war in der Frage zur E.U. gespalten und Corbyn wollte dazu keine klare Antwort eines „linken Brexit“ entwickeln und durchsetzen. Dies hätte eine konsequente Weiterführung eines sozialistischen Programms und einer linken Kritik an der E.U. erfordert, denn ein „linker

Brexit“ hätte tiefgreifende wirtschaftliche und gesellschaftliche Veränderungen im Königreich unausweichlich gemacht. Corbyn setzte im Gegenteil eher auf Reformen in den Beziehungen zur E.U. die er der Arbeiterklasse nicht glaubhaft vermitteln konnte.

- Im Rahmen seiner Kompromisslinie, ausgerichtet auf den Erhalt der Einheit der Labour Party, versäumte Corbyn es die Dynamik der Anfangsjahre auszunutzen um die damals minoritäre alte Generation der rechten Parteibürokraten aus Tony Blairs Zeiten abwählen zu lassen. Er versuchte sie einzubinden anstatt sie durch neue Linke zu ersetzen. Als Dank dafür erntete Corbyn dann die gegen ihn inszenierte „Antisemitismus Kampagne“ der Parteirechten!
- In der Labour Hochburg Schottland wird die Arbeiterpartei nun vermehrt mit der nationalistisch/separatistischen SNP konfrontiert die den Unzufriedenen eine nationale Unabhängigkeit als gesellschaftliche Alternative anbietet. Eine klare internationalistische Herangehensweise in dieser Problematik wurde ebenfalls verpasst.

Fazit: Die gegenüber der E.U. und dem Brexit unklare politische Linie und die Vermeidung einer Polarisierungen – u.a. des bewussten Anfachens realer sozialer Kämpfe und Streiks – haben die Wahlniederlage des institutionell ausgerichteten linken Gentlemans Corbyn bewirkt. Ironie der Geschichte: Gerade viele englische Ur-Proletarier verstanden ihn darum nicht und verweigerten dem politisch linksten Labour Führer seit 100 Jahren im entscheidenden Moment ihre Wahlstimme.

Der Fall Bernie Sanders

Die institutionelle Politik in den USA besteht aus zwei bürgerlichen prokapitalistischen Parteien, wobei die Demokratische Partei sich seit jeher als Sprachrohr für die Anliegen der Verlierer des Systems versteht. Anfang des 20ten Jahrhunderts gelang es der Bourgeoisie aufgrund der imperialen Expansion und der ethnischen Spaltung der Arbeiterklasse das Aufkommen von Arbeitermassenparteien wie in Europa zu verhindern. Die Krise der US Gesellschaft überträgt sich auf das 2-Parteien-System. Dieser Hintergrund erklärt die spektakuläre Resonanz des Senators aus Vermont, Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez und der DAS (Democratic Socialists of America), die sich die Themen soziale Gerechtigkeit und Chancengleichheit auf ihre Fahnen geschrieben haben.

Obwohl die programmatischen Forderungen der DSA aus europäischer Sicht betrachtet sehr bescheiden und elementar anmuten (wie z.B. ein bezahlbares Universitätsstudium, allgemeine Gesundheitsversicherungen usw.), gelten sie in den USA als sozialistisch. Man kann es Sanders als eindeutigen Verdienst anrechnen, dass er dazu beitrug den Konsens der Verteufelung sozialer und sozialistischer Forderungen aufzubrechen.

Das ändert allerdings nichts an dem Problem, dass die D.P. weiterhin eine bürgerliche Partei bleibt die von Millionären beherrscht und geführt wird. Sie tolerieren bewusst einen sozialen Flügel in ihren Reihen um die Bildung einer autonomen Arbeiterpartei zu verhindern und sie brauchen die Stimmen der

Arbeiterklasse um gegen die Rechte eine Chance zu haben.

Das US Wahlsystem ist als Majorz-System mit indirekten Wahlmännern in unterschiedlicher Zahl je nach Bundesstaat wohl eines der ungerechtesten der Welt. Nicht umsonst konnte Trump mit 3 Millionen Stimmen weniger als Clinton die Präsidentschaft gewinnen. All diese Hürden erschweren die Etablierung einer Arbeiterpartei gegen das 2-Parteien-System. Letztendlich darf der soziale Widerstand in den USA dieses strategische Ziel aber nicht aus den Augen verlieren. Ohne die Existenz einer eigenständigen Arbeiterpartei, zumindest in den wichtigsten Bundesstaaten, werden die sozialistischen Kandidaten in der D.P. immer den Kürzeren ziehen und ihre Interessen auf der Strecke bleiben. Das enorme Prestige, das die Linke nun gewonnen hat muss dazu genutzt werden ihre eigenständigen Forderungen zu artikulieren und sich weiter aufzubauen, in Erwartung eines unausweichlichen „Bruchs“ dessen Zeitpunkt noch nicht feststeht.

Alain Sertic 09/04/20

Trump, Johnson, Bolsonaro und Corona

Eine Epidemie erschöpft sich, wenn 60 Prozent der Bevölkerung durch Ansteckung immunisiert sind. So heißt es in der allgemeinen Epidemienlehre. Bleibt zu sehen, ob diese allgemeine Lehre auch auf das Coronavirus zutrifft, denn es ist noch nicht bekannt, wie lange die Immunität der Geheilten anhält.

Bedenkt man, dass die meisten asiatischen und westeuropäischen Länder auf eine Abwehrstrategie gegen das Coronavirus setzen, die auf eine Begrenzung der sozialen Kontakte und unterschiedliche Grade von Ausgangssperren fußt, so stellt sich die Frage, was die Regierungen der USA, Großbritanniens und Brasiliens dazu bewegt (oder bewegte), hauptsächlich in Herdenimmunität zu vertrauen und Ausgangssperren nur selektiv in den „hotspots“ zu verhängen? Wie bekannt, hat Boris Johnson inzwischen eine Kehrtwende um 180 Grad verkündet.

Was sind nun eigentlich die Unterschiede zwischen diesen Abwehrstrategien? Die asiatische und westeuropäische Strategie der Selbstisolierung und Ausgangsbegrenzungen besteht darin, die Infektionskurve der Pandemie so abzurunden, dass sie zwar länger anhält, aber weniger Menschen auf einmal krank werden. Dies erlaubt es den Krankenhäusern und anderen medizinischen Institutionen nach und nach alle oder zumindest die am schwersten Erkrankten aufzunehmen. Dagegen setzt das Vertrauen in die Selbstheilkräfte der Herdenimmunität auf eine kurzfristig höhere aber zeitlich begrenzte Sterblichkeit und eine schnellere Rückkehr zur wirtschaftlichen Dynamik.

Die niederländische Regierung sah sich gar dazu gezwungen zu bestreiten, dass sie eine Strategie der Herdenimmunität verfolgt. Über die letzten Jahre wurde das holländische Gesundheitssystem dermaßen rationalisiert, dass es außerstande ist, größere Zahlen von schwer Erkrankten zu behandeln. In den USA wird Donald Trump nach jeder unqualifizierten Behauptung von den Experten widersprochen. Er und Jair Bolsonaro werden vielleicht das Glück haben, dass der Atlantik (sprich der weitgehend unterbrochene Verkehr darüber) die Wanderung der Viren etwas bremst. Die Zuwachszahlen der letzten Tage lassen aber auf eine andere, bedenkliche Entwicklung schließen. Ähnliche Strategien wie in den Niederlanden verfolgen auch Schweden und die Schweiz.

Liberalismus, Populismus, Sozialabbau, schlanker Staat, Privatisierung

Das sind die gemeinsamen Charakteristiken von Regimen wie jener Trumps und Bolsonaros und sie treffen auch weitgehend auf die Niederlande zu; selbst wenn Premier Rütte wenig von einem Populisten hat. Es gibt in den Niederlanden wenig Widerstand gegen Rüttes Strategie. Die Bewältigung eines riesigen Problems, das sich aus der Natur ergibt, wird auf eine politische, neoliberale Weise gelöst, wobei die Theorie der Herdenimmunität erhalten muss, um die Privatwirtschaft zu retten und die „Gesund schrumpfung“ der öffentlichen Gesundheitssysteme fortzusetzen. Dabei wird die Möglichkeit, dass es in kürzester Zeit zu einer Explosion der Infektionen und zu einem Massensterben kommt in Kauf genommen. Die Kehrtwende Boris Johnsons ist wohl darauf zurück zu führen, dass er eingesehen hat, dass ein Ausrutschen der Herdenimmunität in Richtung eines schnellen, unkontrollierten „peaks“, das Ende seiner politischen Karriere bedeuten könnte. Denn die Frage der Gesundheitspolitik (Stichwort NHS-National

Health Service) ist seit Jahren Politikum und zentrales Streitobjekt im Vereinigten Königreich. In den USA gilt die Faustregel, dass ein während einer Rezession ausgehender Präsident nicht wiedergewählt wird...

Es bleibt die Frage zu klären, ob die Politik des „laissez-faire“ in der Coronakrise ausschließlich auf die schnöde wirtschaftsliberale Ausrichtung zurück zu führen ist.

Calvinistischer Rationalismus oder Priorität der Wirtschaft vor der Volksgesundheit

Es gibt wohl einen Zusammenhang zwischen der kulturell „calvinistischen“ Tradition und dem Wirtschaftsliberalismus, wobei der Calvinismus eine eurozentristische Vereinfachung und Zusammenfassung für vielfältige protestantische Strömungen wäre. Dass alte oder gebrechliche Menschen – die das Gesundheitssystem ohnehin viel Geld kosten – Opfer einer aus der Natur kommenden und ohne Fremdeinwirkung ablaufenden Infektionswelle werden, wird in verschiedenen Kulturkreisen geduldet, in anderen als inakzeptabel empfunden. Die Tatsache, dass in den Niederlanden die öffentliche Meinung bisher Premier Rütte nicht entgegentritt deutet darauf hin, dass der kulturelle Aspekt durchaus eine große Rolle spielt. Ob diese Tradition in der breiten Öffentlichkeit auch noch Bestand hat, wenn die Altenheime sich leeren und viele Familienmitglieder oder Bekannte mit dauerhaften Krankheiten („comorbidité“) sterben, ist eine andere Frage.

Dennoch ist die bestimmende Frage die der wirtschaftsliberalen Ausrichtung der politischen Mehrheiten. Trump verkündete am

24. März, er wolle, dass zu Ostern die Geschäfte alle wieder geöffnet seien und die Kirchen gefüllt. Zu Ostern wird der „peak“ der Epidemie in den USA erwartet! Laut Trump berge eine Rezession mehr gesundheitliche Gefahren als die Pandemie! Für ihn wie auch für seinen Freund Bolsonaro – beide lügen schneller als ihre Schatten – gilt, dass sie die Medienszene beherrschen und das fast rund um die Uhr. So ist es auch zu erklären, dass Trumps Beliebtheitswerte sprunghaft angestiegen sind...Nur er ist zu hören und sehen. Doch Beliebtheitswerte sind Schäume.

Rezession ohnehin

Die Rezession ist unabwendbar. Die Wirtschaft ist weltweit im freien Fall. Seit dem Höhepunkt der Börsenkurse der Wallstreet im Februar wurden 37% des Börsenkapitals vernichtet. Seit der Wahl Trumps sind nun 10.000 Milliarden \$ verflogen! Riesenunternehmen wie Boeing sind praktisch pleite, wie in Europa auch steht der Einzelhandel still. Im Gegensatz zu Europa jedoch, wo es Entschädigungen für Teilzeitarbeit gibt, stehen amerikanische Arbeitslose ohne Krankenversicherung da. Die Staatskasse soll nun jedem Erwachsenen 1000\$ zukommen lassen, sollte das ernst gemeint sein und die sanitäre Krise nur einen Monat dauern, was undenkbar ist.

Die Rezession ist nun aber keine rein amerikanische Gewissheit, sondern eine weltweite. Als Gegenreaktion werden alle disziplinierenden Maßnahmen, wie die 3% Mehrverschuldungsgrenze in der EU, außer Kraft gesetzt. Die FED macht wieder „quantitative easing“, das heißt sie kauft den Banken Staatsanleihen ab, was dem Gelddrucken gleichkommt. Die angekündigten Wirtschaftsförderprogramme erreichen kolossale Ausmaßen. In dieser Hinsicht unterscheiden sich die beiden

Modelle („bleib doheim“ oder Herdenimmunität) gar nicht so sehr.

Das Gelddrucken und die neue Staatsverschuldung (sogar im schwarze-Null-Land Deutschland) erinnern an Strategien der Nachkriegszeit. Premier Bettel spricht von einem Marshallplan für die luxemburgische Wirtschaft, doch kommt das Marshallgeld diesmal aus der eigenen Tasche. In der Tat betrifft die wirtschaftliche Krise diesmal nicht vor allem den Bankensektor, sondern alle Wirtschaftszweige: von den großen Industrieproduzenten, über die Transportindustrie bis zum kleinen Handel. Diese Rezession wird tiefgreifender sein als die von 2008. Die zu lesenden Prognosen betreffen vornehmlich das 2. Quartal 2020. Das ist witzlos. Die Frage, die sich stellt, ist nicht die nach einem Einbruch in Höhe von 20% für das zweite Quartal 2020, sondern nach einem nachhaltigen und anhaltenden Zusammenbruch des Bruttoinlandprodukts.

„Rien ne sera plus comme avant“ prophezeite Frankreichs Präsident Macron. Das wäre zu hoffen. Und doch laufen die Rettungsprogramme der Großen dieser Welt darauf hinaus, dass das liberale Wirtschaftssystem, die Globalisierung, die Zerstörung des Planeten und die immer größere Kluft zwischen arm und reich wie gehabt weiterbestehen sollen. Man muss den Satz Macrons mit anderem Inhalt auffüllen. Diese Krise ist so tief, dass ein weltweiter Paradigmenwechsel möglich sein könnte, falls die Vertreter einer anderen Welt ihre Stimme erheben. Im Moment ist die breite Öffentlichkeit darauf konzentriert Menschenleben zu retten. Danach wird es darum gehen, lebenswerte Menschenleben auf einem Planeten zu gestalten, der vom Virus der kapitalistischen Selbstzerstörung geheilt ist.

Zu den politischen Kräfteverhältnissen in der EU und zur Situation der Linken in Europa

1. 2019 – eine neue Situation?

Zu den Meldungen 2014 gehörten u.a.: das Inkrafttreten von Obamas Gesundheitsreform, die Besetzung der Krim, die Wiederwahl des Ungarischen Regierungschefs Victor Orban nun mit Zweidrittelmehrheit, die Wahl Matteo Renzis (PD) zum Ministerpräsidenten Italiens, der Ausbruch von Ebola, der Gaza-Krieg, das Ausrufen des Kalifats in Syrien durch den IS (Islamischer Staat), die Vertreibung der Jesiden, das schottische Referendum, die Enthüllungen von Edward Snowden zum NSA, der Beginn der Pegida-Demonstrationen im Dezember 2014.

Betrachtet man diese Meldungen heute im Jahr 2019, so verweisen sie auf Kontinuitäten, Veränderungen von Entwicklungen, deren Rückwirkungen auf die politischen Landschaften zum Teil erst im Verlaufe der letzten vier Jahre bedeutsam wurden.

Weltweit und auch in Europa haben sich die Kräfteverhältnisse verändert. Mit Trump, Erdogan, Bolsonaro, Kurz, Salvini oder Orban kamen Menschen in das höchste Amt ihrer Länder, die ihrerseits Demokratie geringschätzen oder offen in Frage stellen. Sie betreiben aktiv die Durchsetzung eines autoritären Kapitalismus. (vgl. Candeias/Bussemer, 2019)

Verantwortung für globale Probleme wie Klimaerwärmung, Naturzerstörung wird von ihnen nicht mehr übernommen. Auf eine Politik des Dialogs folgt eine neue Welle der Militarisierung bis hin zu neuer nuklearer Bewaffnung. Das soziale, politische und kulturelle Auseinanderdriften von Gesellschaften wird in Kauf genommen oder durch weitere soziale Kürzungen mit befördert. Zäune und Mauern sollen helfen gegen weltweite Migration infolge von Krieg, Hunger, Armut und Umweltzerstörung. All dies wird getragen von neuen und alten Konservativen und einer sich etablierenden autoritären und extremen Rechten, auch in Europa.

Auch die EU hat sich verändert. Die Bearbeitung der Krise 2008/2009 führte zu einem Schub der Europäisierung von Finanz- und Haushaltspolitiken durch Schuldenbremse, Kontrolle der nationalen Haushalte insbesondere der Eurozone und zur Herausbildung neuer europäischer Instrumente, wie Eurogroup (Treffen der Finanzminister der Euro-Staaten) oder Europäisches Semester (Überprüfung der nationalen Haushalts- und Reformentwürfe, bevor diese von den nationalen Parlamenten beschlossen werden). Mit der Politik der Memoranden wurde in Griechenland erstmals erfolgreich eine Methode der radikalen Außerkraftsetzung nationaler Souveränität und der bedingungslosen Unterordnung von Sozialpolitik unter die Haushalts- und Finanzpolitik praktiziert. Seit Jahren bestimmt sozialstaatlicher Rückbau, die Privatisierung öffentlicher und sozialer Infrastrukturen die herrschende Politik. Europaweit werden die Liberalisierung und Deregulierung der Arbeitsmärkte durchgesetzt und dies mehrheitlich von konservativen, sozialdemokratischen oder sozialistischen Parteien. Aber diese

Aushöhlung von Demokratien auch hinsichtlich ihres sozialen Gehalts wirkt zugleich auch auf die politischen Systeme und verändert sie national und europäisch.

2. Veränderung der politischen Kräfteverhältnisse

Dies zeigte sich bereits bei den Europawahlen im Jahr 2014. Die beiden großen Parteienfamilien: Konservative und Sozialdemokraten/Sozialisten verloren deutlich an Zustimmung infolge der von ihr betriebenen Politik des Sozial- und Demokratieabbaus und der Unfähigkeit auf neue globale Herausforderungen adäquat zu reagieren. Die sich seit 2014 abzeichnende Tendenz verstärkte sich vor allem in den Kernländern der EU bis 2019 bei den nationalen Parlaments- und Präsidentschaftswahlen. Nach derzeitigen Umfragen zu den Europawahlen würden Konservative und Sozialdemokraten/Sozialisten je ca. 50 Sitze im Europäischen Parlament auch infolge der Verluste in ihren Ländern verlieren.

Ein Teil der früheren konservativen oder sozialdemokratischen Wählerschaft orientierte sich in den nördlichen Teilen Europas eher rechts, während der Protest gegen europäische Austeritätspolitik im europäischen Süden deutlich nach links ging, vor allem mit Blick auf die Wahlergebnisse der Linken in Spanien, Portugal und natürlich Griechenland. Eine solche vereinfachende Nord-Süd-Teilung gibt es 2019 nicht mehr, spätestens mit dem Erstarken der politischen Rechten in Spanien zeigt sich, dass mit dem Aufbrechen neuer Konflikte wie in Spanien die Frage der Autonomie Kataloniens die Proteste auch von rechts eingebunden werden können, vor allem dann, wenn Antworten der Linken ausbleiben oder

widersprüchlich sind. Auf die nachlassende Dynamik und Bindungskraft von Parteien der radikalen Linken soll später differenzierter eingegangen werden.

Wirft man derzeit einen Blick auf die im Europaparlament vertretenen Parteifamilien bzw. Fraktionen, so liegt der Anteil jener Parteien, die theoretisch für ein linkes Lager stehen, gegenwärtig mit Linken, Grünen und Sozialdemokraten/Sozialisten bei ca. 35 %. Dabei liegt der Anteil der Sozialdemokraten/Sozialisten bei Umfragen zu den Europawahlen derzeit bei 20,64 % – vor allem dank der britischen Labour-Party und der spanischen Sozialisten. Der Anteil der radikalen Linksparteien mit derzeit 6,92% genau bei ihrem Ergebnis von 2014, der Anteil der Grünen mit 7,99% etwas über ihrem Ergebnis von 2014 (6,66%).

Die Liberalen gewinnen dank der Entscheidung Macrons mit „En March“ sich diesen zuzuordnen, um unter diesem „Dach“ dominierende Kraft zu sein. Ihr Anteil beträgt derzeit 16,3% in den Umfragen.

Die eigentlichen Gewinner der Wahlen auf nationaler Ebene seit 2014 sind die Rechtsparteien. Ihr Anteil wuchs zwischen 2017 und 2018 doppelt so schnell wie jener der Linken. Dieser Anteil umfasst heute, wenn man auf europäischer Ebene die Fraktion der Euroskeptiker und Nationalkonservativen (EKR) mit derzeit 11,85%, die Fraktion der Rechtspopulisten und extremen Rechten (ENR) mit derzeit 13,05%, die Europaabgeordneten der FIDESZ und die möglichen Abgeordneten der spanischen VOX und weitere Fraktionslose – wie die Vertreter der faschistischen Jobbik zählt, insgesamt ca. 27%¹.

Rechtspopulistische, nationalkonservative oder zur extremen Rechten offene Rechtsparteien, die nachfolgend als Rechtsparteien zusammengefasst werden, mit starken nationalistischen oder völkischem Flügel sind stärkste oder

zweitstärkste Parteien oder Teil der Regierung in Belgien, Frankreich, Österreich, in den Niederlanden, in Polen, Schweden, Slowenien, Tschechien und Ungarn. Dieser nationalistische Trend wird sich nach den Europawahlen 2019 auf europäischer Ebene noch deutlicher zeigen als bisher.

Cornelia Hildebrandt, Diplom-Philosophin, wiss. Referentin für Parteien und soziale Bewegungen im Institut für Gesellschaftsanalyse der RLS und stellvertretende Direktorin des Institutes;

1 Die Zahlen wurden übernommen von Der (europäische) Föderalist vom 9.5.2019. <https://www.foederalist.eu>